

L'aide, ça marche !

Qu'est-ce que l'aide au développement ?

L'aide au développement se veut une contribution financière versée par les pays industrialisés aux pays du Sud afin de leur permettre d'investir dans leur développement et de mettre fin à la pauvreté extrême. Elle permet de réaliser des progrès considérables en santé et en éducation, de bâtir des infrastructures de base comme des routes, de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et de préserver l'environnement.

Pour plusieurs pays sans ressources, l'aide au développement est une nécessité absolue.

L'aide, ça marche !

En Inde, grâce à l'aide internationale, 20 millions d'enfants ont pu aller à l'école depuis 2001 et plus du deux tiers des adultes savent lire et écrire. Aux Philippines, le taux de mortalité infantile a chuté de moitié en seulement quatre ans. En Tanzanie, 92 % des nouveau-nés ont été vaccinés contre la rougeole et 85 % ont été vaccinés contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos.

Il est évident qu'un investissement généreux et soutenu peut mener à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et permettre de venir à bout de plusieurs fléaux qui affligent les pays pauvres. Mais faute de volonté politique, la contribution internationale a été plus qu'insuffisante.

Où en sommes-nous ?

En 1970, les pays riches ont promis de verser 0,7 % de leur revenu national en aide publique au développement (APD). Si la Suède, la Norvège, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Danemark ont excédé les attentes en consacrant près de 1 % de leur revenu à l'aide en dépit de la récession, aucune des puissances économiques formant le G8 n'a encore atteint l'objectif. Le Canada, par exemple, attribue seulement 0,33 % de son revenu national à l'aide internationale.

Au sommet de Gleneagles en 2005, le G8 a promis 50 milliards de dollars de plus en aide, dont la moitié pour l'Afrique. À ce jour, l'Afrique n'a reçu que la moitié de la somme promise.

On prévoit aujourd'hui un déficit total de 21 milliards de dollars entre ce qui a été promis par les pays riches et ce que recevront les pays du Sud. On estime aussi

À Gleneagles en 2005, le G8 a promis 50 milliards de dollars de plus en aide internationale. On prévoit un manque à gagné de 21 milliards de dollars.

les besoins généraux de ces pays à 352 milliards de dollars. Si ce dernier montant paraît exorbitant, il ne représente que le double de ce que le gouvernement américain a dépensé pour venir en aide à **une seule compagnie**, l'*American Insurance Group*, après la crise financière¹.

Que doivent faire le G8 et le G20 en juin 2010 ?

Il est impératif que les dirigeants s'engagent à :

- verser l'argent promis par le passé, soit :
 - 50 milliards de dollars en aide, dont la moitié pour l'Afrique, tel qu'entendu à Gleneagles ;
 - 60 milliards de dollars pour rendre universel l'accès à la prévention et au traitement du VIH/sida ;
 - 1,5 milliards de dollars en santé maternelle et infantile ;
 - 22 milliards de dollars en sécurité alimentaire pour venir en aide au milliard de personnes qui souffrent de faim chronique ;
 - 11 milliards de dollars pour permettre l'éducation et l'alphabétisation universelles ;
- augmenter leurs niveaux d'aide à 0,7 % de leur revenu national. Cette cible est à leur portée.

L'aide au développement est une question de responsabilité morale pour les grandes puissances économiques, car celles-ci sont en grande partie responsables des règles économiques et des problèmes structurels qui causent la pauvreté. Il est impératif de mobiliser nos dirigeants pour qu'ils répondent aux besoins des pays du Sud dans les plus brefs délais.

[Prenez votre place À table au oxfam.gc.ca.](http://oxfam.gc.ca)

¹ L'*American Insurance Group* a effectivement reçu 173 milliards de dollars.